

Art der Lebensmittel	Aufbewahrungstemperatur
19. Konditoreiwaren mit Sahne beziehungsweise Sahneersatzstoffen oder mit einer Creme aus oder mit im Königlichen Erlass vom 24. Mai 1976 über Pulver und andere zusammengesetzte Erzeugnisse für die Zubereitung von Pudding und ähnlichen Waren erwähnten Erzeugnissen,	$\leq + 7,0$ °C
20. geschälte gekochte Eier,	$\leq + 7,0$ °C
21. Lebensmittel mit einem Hinweis darauf, dass sie kühl aufzubewahren sind, ohne dass eine spezifische Aufbewahrungstemperatur angegeben ist.	$\leq + 7,0$ °C

Gesehen, um dem Königlichen Erlass vom 13. Juli 2014 über die Lebensmittelhygiene beigelegt zu werden

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Die Ministerin der Volksgesundheit

Frau L. ONKELINX

Die Ministerin der Landwirtschaft

Frau S. LARUELLE

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2015/202616]

**30 AVRIL 2015. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergies et la rénovation des logements**

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, notamment les articles 16, 1<sup>o</sup>, 22<sup>ter</sup>, 23, 24, 25, 26 et 28;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergies et la rénovation des logements, notamment les articles 7 et 13;

Vu l'avis 57.360/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2015 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 « prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information »;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mars 2015;

Considérant l'absence d'impact de la mesure au regard des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par « arrêté » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergies et la rénovation des logements.

**Art. 2.** Pour être éligibles, ne peuvent être réalisés par le demandeur que les investissements visés à l'article 3.

Sauf disposition prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, toutes les prestations et travaux visés au présent arrêté sont réalisés conformément à l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électronique, ainsi que de l'entreprise générale.

CHAPITRE II. — Les aides aux investissements économiseurs d'énergie

Section 1<sup>re</sup>. — Isolation thermique de la toiture

**Art. 3.** Le montant de base par m<sup>2</sup> de surface isolée de la prime pour les investissements visés à l'article 6, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté est de 5 euros.

Le montant global est limité à l'isolation d'une surface maximale de 100 m<sup>2</sup> par logement.

*Section 2. — L'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de base par m<sup>2</sup> de surface isolée de la prime pour les investissements visés à l'article 6, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté est de :

- 6 euros pour l'isolation des murs creux par remplissage de la coulisse au moyen d'un matériau isolant dont le coefficient R est égale ou supérieur à 1,5;

- 8 euros pour l'isolation des murs par l'intérieur au moyen d'un matériau isolant dont le coefficient R est égale ou supérieur à 2;

- 12 euros pour l'isolation des murs par l'extérieur de la paroi existante au moyen d'un matériau isolant dont le coefficient R est égale ou supérieur à 3,5.

§ 2. Le montant global est limité à l'isolation d'une surface maximale de 100 m<sup>2</sup> par logement.

*Section 3. — L'isolation thermique des planchers*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de base par m<sup>2</sup> de surface isolée pour les investissements visés à l'article 6, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté est de :

- 8 euros pour l'isolation par un entrepreneur par le dessus (dalle) de la structure du plancher au moyen d'un matériau isolant dont le coefficient R est égale ou supérieur à 2.

- 8 euros pour l'isolation par le dessous (cave) ou dans la structure du plancher au moyen d'un matériau isolant dont le coefficient R est égale ou supérieur à 3,5.

§ 2. Le montant global est limité à l'isolation d'une surface maximale de 100 m<sup>2</sup> par logement.

*Section 4. — Réalisation d'un audit énergétique*

**Art. 6.** Le montant de base pour les investissements visés à l'article 6, 1<sup>o</sup>, est de 200 euros.

Est éligible, l'audit énergétique réalisé conformément l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

*Section 5. — L'installation d'un des systèmes de chauffage et/ou d'eau chaude sanitaire*

*Chaudière au gaz naturel à condensation*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de base pour les investissements visés à l'article 6, 5<sup>o</sup>, a), est de 200 euros.

§ 2. Pour être éligible, l'investissement répond aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> les travaux sont réalisés par un entrepreneur. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel (label CERGA), ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel;

2<sup>o</sup> l'installation doit être une chaudière au gaz naturel, simple ou double service, à condensation labellisée CE, conforme à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, ou à l'arrêté royal du 11 mars 1988 relatif aux exigences en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie auxquelles doivent satisfaire les générateurs de chaleur, ou un générateur d'air à condensation.

Ces appareils doivent posséder le marquage CE Belgique et fonctionner au gaz naturel, catégories I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) ou I2E(R).

La chaudière à gaz pour le chauffage central à eau chaude doit avoir un rendement à charge partielle minimum de 107 % par rapport au pouvoir calorifique inférieur du gaz naturel, rendement mesuré conformément aux conditions définies par l'arrêté royal du 18 mars 1997, à savoir à 30 % de la puissance nominale avec une température d'eau de retour de 30 °C.

La chaudière doit être conforme à l'arrêté royal du 17 juillet 2009 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NOx) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW.

**Art. 8.** Le demandeur joint à sa demande une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée soit d'une copie de son certificat d'habilitation soit d'une copie du procès-verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel.

*Chaudière biomasse*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de base de la prime pour les investissements visés à l'article 6, 5<sup>o</sup>, d), est de 800 euros.

§ 2. Pour être éligible, l'installation doit répondre aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> les travaux sont réalisés par un entrepreneur;

2<sup>o</sup> l'alimentation, exclusivement automatique, répond aux définitions, exigences, essais et marquages de la norme NBN EN 303-5 et dont le rendement est supérieur à 85 % calculé selon cette norme.

§ 3. Au sens du présent article, on entend par :

1<sup>o</sup> biomasse, les matières premières renouvelables d'origine végétale;

2<sup>o</sup> alimentation exclusivement automatique : mode d'alimentation respectant strictement les critères d'alimentation automatique définis dans les normes NBN EN 303-5.

*Pompe à chaleur pour l'eau chaude sanitaire - Pompe à chaleur chauffage ou combiné*

**Art. 10.** Le montant de base de la prime pour les investissements visés à l'article 6, 5<sup>o</sup>, b) et c), de l'arrêté est de :

1<sup>o</sup> 400 euros pour l'installation, par un entrepreneur, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés ci-dessous, pour la production exclusive d'eau chaude sanitaire;

2<sup>o</sup> 800 euros pour l'installation, par un entrepreneur, au titre du chauffage principal d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la dernière demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45.

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des logements ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. De plus, le logement ne peut être équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches.

**Art. 11.** Pour être éligible, l'installation d'une pompe à chaleur répond aux critères définis dans l'annexe I<sup>re</sup>.

**Art. 12.** Le demandeur joint à sa demande :

En ce qui concerne la prime visées au 1<sup>o</sup> de l'article 10 :

a) soit le rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 255-3 [2 ou NBN EN 16147]2 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes [2 NBN EN 15879-1]2 ou [3 pr EN 15879-2]3, conformément au point 3.b. de l'annexe 3;

b) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, le rapport de test, selon la norme NBN EN 255-3 [2 ou NBN EN 16147]2 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes [2 NBN EN 15879-1]2 ou [3 pr EN 15879-2]3, conformément au point 3.b. de l'annexe 3, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.]1

En ce qui concerne les primes visées au 2<sup>o</sup> de l'article 10 :

a) du formulaire de calcul du coefficient K renseigné;

b) d'un document décrivant toutes les parois de la surface de déperdition thermique du logement et le calcul des coefficients U (ou k);

c) d'une copie des plans de tous les niveaux et des coupes du logement;

d) d'une note décrivant le système de ventilation installée;

e) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes NBN EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 2.b. de l'annexe 3;

f) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes NBN EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 2.b. de l'annexe 3, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.

Installation d'un chauffe-eau solaire.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de base de la prime pour les investissements, visés à l'article 6, 5<sup>o</sup>, e), de l'arrêté est 1.500 euros.

§ 2. Pour être éligible, l'installation doit répondre aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> l'installation est réalisée par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

2<sup>o</sup> l'installation comporte des capteurs solaires présentant une surface optique de minimum deux m<sup>2</sup>;

3<sup>o</sup> les capteurs répondent aux exigences de la norme européenne applicable. Ils satisfont aux tests prévus dans la norme EN-12975 et ce selon les prescriptions du label Solar Keymark ou de tout autre système équivalent reconnu par le Ministre ou son délégué;

4<sup>o</sup> le dimensionnement de l'installation permet une fraction solaire de minimum 60 % ;

5<sup>o</sup> le système atteint un niveau minimum de performance globale. Ce niveau minimum est déterminé par le respect des conditions suivantes relatives notamment à l'orientation du capteur et au système de comptage équipant l'installation :

a) le capteur est orienté du sud jusqu'à l'est ou l'ouest;

b) l'installation comprend les éléments de comptage suivants :

1. un débitmètre et deux thermomètres permettant un contrôle visuel instantané du fonctionnement de l'installation;

2. un compteur d'énergie et les sondes de températures nécessaires à son bon fonctionnement;

3. un compteur d'eau sanitaire sur le circuit sanitaire.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur joint à sa demande :

1<sup>o</sup> la copie d'un certificat Qualiwall attestant que l'installateur est certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

2<sup>o</sup> une déclaration de conformité de l'installation établie par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, sur la base d'un modèle-type de l'administration;

3<sup>o</sup> une copie de l'offre-type d'installations solaires thermiques publié sur le site internet de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie, complété et signé par le bénéficiaire et l'installateur.

§ 2. Les installations réalisées, par une entreprise labellisée pour les systèmes solaires thermiques par un organisme labellisateur reconnu par l'administration, sont réputées respecter les conditions énoncées au paragraphe 1<sup>er</sup>. A cette fin, l'installateur labellisé fournit à l'organisme labellisateur, à tout moment, et sur demande, les documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup> et ce pour chaque installation réalisée.

Les conditions auxquelles doivent répondre tout organisme labellisateur pour être agréé sont les suivantes :

1° fournir au Ministre ou à son délégué l'ensemble des documents permettant de justifier d'une expérience pertinente dans les domaines de contrôle de gestion, de chantier, de management;

2° fournir au Ministre ou à son délégué l'ensemble des documents permettant la validation des procédures, des délais et de la tarification qui seront appliqués dans le cadre d'une demande de labellisation ainsi que des mesures de contrôle permettant de vérifier le respect des conditions de labellisation par les installateurs labellisés;

3° être un organe indépendant et neutre;

4° pouvoir, à tout moment, fournir, au Ministre ou à son délégué, les dossiers relatifs aux entreprises qui sont labellisées ou en cours de labellisation;

5° disposer d'une base de données accessible aux installateurs labellisés en vue de l'encodage en ligne des installations qu'ils ont réalisées, à laquelle aura également accès le Ministre ou son délégué;

6° communiquer trimestriellement, au Ministre ou son délégué, un rapport d'analyse et de suivi des demandes de plaintes ainsi que les coordonnées des entreprises labellisées.

Le Ministre ou son délégué peut le cas échéant déterminer des conditions complémentaires auxquelles doivent répondre tout organisme labellisateur.

### CHAPITRE III. — *Les aides aux investissements de rénovation des logements*

#### Section 1<sup>re</sup>. — Les travaux de toiture

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Remplacement de la couverture

**Art. 15.** Le montant de base par m<sup>2</sup> de surface de toiture remplacée pour les investissements visés à l'article 12, 1<sup>o</sup>, a), de l'arrêté est de 8 euros.

Le montant global est limité au remplacement d'une surface maximale de 100 m<sup>2</sup> par logement.

##### Sous-section 2. — Appropriation de la charpente

**Art. 16.** Le montant de base pour les investissements visés à l'article 12, 1<sup>o</sup>, b), de l'arrêté est de 500 euros.

##### Sous-section 3. — Remplacement d'un dispositif de collecte et d'évacuation des eaux pluviales

**Art. 17.** Le montant de base pour les investissements visés à l'article 12, 1<sup>o</sup>, c), de l'arrêté est de 200 euros.

#### Section 2. — Assèchement, stabilité et salubrité des murs et du sol

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Assèchement des murs

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de base par m<sup>2</sup> de surface asséchée pour les investissements visés à l'article 12, 2<sup>o</sup>, a), i, de l'arrêté est de 8 euros.

Le montant global de la prime est limité, par année, à l'assèchement d'une surface maximale de 100 m<sup>2</sup> par logement.

§ 2. Le montant de base par mètre courant de pied du mur pour les investissements visés à l'article 12, 2<sup>o</sup>, a), ii, de l'arrêté est de 8 euros.

Le montant global de la prime est limité, par année, à l'assèchement de 50 mètres courant par logement.

##### Sous-section 2. — Renforcement des murs instables ou la démolition et reconstruction totale de ces murs

**Art. 19.** Le montant de base par m<sup>2</sup> de pour les investissements visés à l'article 12, 2<sup>o</sup>, b), de l'arrêté est de 8 euros.

Le montant global est limité à une surface maximale de 100 m<sup>2</sup> par logement.

##### Sous-section 3. — Remplacement des supports (gîtage, hourdis, etc.) des aires de circulation d'un ou de plusieurs locaux

**Art. 20.** Le montant de base par m<sup>2</sup> pour les investissements visés à l'article 12, 2<sup>o</sup>, c), de l'arrêté est de 8 euros.

Le montant global est limité à une surface maximale de 100 m<sup>2</sup> par logement.

##### Sous-section 4. — les travaux de nature à éliminer la mэрule ou tout champignon aux effets analogues, par remplacement ou traitements des éléments immeubles attaqués

**Art. 21.** Le montant de base pour les investissements visés à l'article 12, 2<sup>o</sup>, d), de l'arrêté est de 500 euros.

##### Sous-section 5. — Les travaux de nature à éliminer le radon

**Art. 22.** Le montant de base pour les investissements visés à l'article 12, 2<sup>o</sup>, e), de l'arrêté est de 500 euros.

#### Section 3. — Appropriation de l'installation électrique comportant le remplacement du coffret électrique

**Art. 23.** Le montant de base pour les investissements visés à l'article 12, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté est de 300 euros.

La prime est conditionnée à l'obtention d'un certificat de conformité de l'installation électrique par l'organisme agréé à cet effet.

**Art. 24.** Le demandeur joint à sa demande une copie du certificat de conformité délivré par l'organisme agréé postérieurement à la réalisation des travaux.

#### Section 4. — Le remplacement des menuiseries extérieures lorsqu'il s'agit de simple vitrage ou moyennant avis conforme de l'estimateur relatif à des motifs de salubrité

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de base par m<sup>2</sup> pour les investissements visés à l'article 12, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté est de 15 euros.

§ 2. Le montant global est limité à une surface maximale de 40 m<sup>2</sup> par logement.

§ 3. Au terme des travaux, les menuiseries extérieures (portes et châssis) doivent respecter un coefficient de transmission thermique de l'ensemble des châssis + vitrages (U<sub>w</sub>) égal ou inférieur à 1,8 W/m<sup>2</sup>K. Les vitrages placés dans les menuiseries extérieures doivent respecter un coefficient de transmission thermique U<sub>g</sub> égal ou inférieur à

1.1 W/m<sup>2</sup>K et déterminé conformément au marquage CE, c'est-à-dire calculé selon la NBN EN 673. La prime n'est attribuée que si la norme NBN S23-002 est respectée et que si le vitrage est identifiable via un marquage sur l'espaceur entre les feuilles de verre.

Namur, le 30 avril 2015.

P. FURLAN

## ANNEXE

### 1. DISPOSITIONS GENERALES

#### 1.a. Captation d'énergie.

Dans tous les cas, si l'exploitation de la ressource naturelle est soumise à l'octroi d'un permis d'urbanisme et/ou d'environnement, la preuve de l'acceptation de ce(s) permis doit être jointe à la demande de prime.

##### 1.a.a. Dans l'eau :

La captation peut s'effectuer soit dans les eaux de surfaces (rivières, étangs, lacs,...) soit dans les eaux profondes (nappes phréatiques, puits,...), de manière "statique" ou "dynamique".

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul de l'ensemble du système de prélèvement d'énergie :  
- dans le cas d'une captation "dynamique" (par pompage), cela comprend notamment le dimensionnement des éventuels échangeurs thermiques intermédiaires, les débits de fluide, les deltas de température, la puissance des auxiliaires...

- dans le cas d'une captation "statique" (par échangeur noyé), cela comprend notamment le dimensionnement de l'échangeur, de l'éventuel bassin artificiel ou de la source naturelle,...

##### 1.a.b. Dans le sol :

La captation d'énergie pourra être réalisée soit par un évaporateur enfoui soit par un échangeur thermique à eau glycolée enfoui dans le sol.

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul du système de prélèvement d'énergie :

- dans le cas de l'utilisation d'un fluide intermédiaire tel que l'eau glycolée, il s'agit soit du dimensionnement de l'échangeur thermique placé horizontalement, soit de la ou des sondes verticales. La note doit notamment préciser le débit du fluide secondaire et la puissance des auxiliaires.

- dans le cas d'un évaporateur horizontal ou vertical, il s'agit du dimensionnement de ce dernier.

Dans le cas d'une captation par sonde verticale, le formulaire de demande de prime sera accompagné du rapport d'analyse géologique réalisé par ou pour la société de forage.

Dans le cas d'une pompe à chaleur à sondes verticales et détente directe, cette dernière doit pouvoir être installée avec des sondes horizontales.

##### 1.a.c. Dans l'air extérieur :

La captation d'énergie pourra s'effectuer sur l'air extérieur de manière statique ou dynamique.

Les pompes à chaleur qui utilisent l'air extérieur comme source d'énergie pourront éventuellement être munies d'un thermoplongeur électrique d'appoint du côté du rejet de chaleur. Celui-ci devra être placé en aval du condenseur.

Les pompes à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire doivent fonctionner effectivement dans les conditions de température déterminées dans le présent cahier des charges.

L'évaporateur doit se trouver à l'extérieur du bâtiment. Toutefois, dans le cas d'une captation dynamique, l'évaporateur peut être installé à l'intérieur du bâtiment, si il est muni de gaines hermétiques pour l'aspiration de l'air extérieur et l'évacuation de l'air aspiré vers l'extérieur du bâtiment.

Dans le cas d'une captation statique, la pompe à chaleur ne devra pas être équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur sera orienté entre l'est et l'ouest en passant par le sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air.

Dans ce cas également, la demande de prime sera accompagnée de la note de dimensionnement du système de prélèvement d'énergie. Si un fluide secondaire est utilisé, son débit et la puissance des auxiliaires seront précisés.

La pompe à chaleur doit être dimensionnée de manière à couvrir l'ensemble des déperditions thermiques du bâtiment pour une température de l'air extérieur supérieure ou égale à une valeur appelée point d'équilibre. Cette valeur doit être au maximum de 2 °C.

##### 1.b. Disposition complémentaire.

L'installation sera munie de compteurs électriques de passage permettant de mesurer la consommation dédiée à l'utilisation de la pompe à chaleur et des auxiliaires de l'installation (c'est-à-dire les circulateurs, thermoplongeurs ainsi que, dans le cas de production d'eau chaude sanitaire, l'appoint).

### 2. POMPES A CHALEUR POUR LE CHAUFFAGE D'UNE HABITATION

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

#### 2.a. Rejet d'énergie.

##### 2.a.a. Rejet sur l'air ambiant :

Les pompes à chaleur qui rejettent l'énergie thermique sur l'air ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

##### 2.a.b. Rejet au moyen d'un fluide calorigène ou de l'eau :

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant ou mur chauffant, et l'usage de ventilo-convecteurs à basse température pour les locaux hors séjour, sont autorisés.

Le chauffage d'une pièce de vie exclusivement à l'aide d'un élément d'émission de chaleur fonctionnant uniquement à l'électricité n'est autorisé que dans les salles de bains et douches.

##### 2.b. Performances minimales.

Pour être éligible à la prime, la pompe à chaleur pour le chauffage de l'habitation doit respecter un coefficient de performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1
Eau profonde ou eau de surface	Eau	10 °C (*)	35 °C	5.1
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	35 °C	4.3

(\*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur Statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal ou vertical)	Eau	- 5 °C	35 °C	4
Gaz	- 5 °C	35 °C	4	

Néanmoins, il est aussi possible de déterminer les COP des systèmes à détente directe conformément aux spécifications de la norme NBN EN 15879-1 ou pr EN 15879-2 en vigueur lors de la réalisation du test, en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal ou vertical)	Eau	4 °C	35 °C	4.3
Gaz	4 °C	35 °C	4.3	

### 2.c. Utilisation combinée pour l'eau chaude sanitaire

Si la pompe à chaleur est utilisée aussi pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire, la prime est majorée si les conditions suivantes sont remplies :

- 1° la pompe à chaleur respecte les critères minimaux définis ci-dessus pour le chauffage de l'habitation;
- 2° le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte;
- 3° le système devra permettre de prévenir le risque de légionellose et il sera muni du groupe de sécurité classique;
- 4° pour les pompes à chaleur air dynamique/eau le fonctionnement de la pompe à chaleur doit être garanti pour une température de l'air extérieur jusqu'à 2 °C;
- 5° les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	45 °C	2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	45 °C	3.5

(\*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

6° Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1°C	45 °C	2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal ou vertical)	Eau	- 5 °C	45 °C	3
Gaz	- 5 °C	45 °C	3	

Néanmoins, il est aussi possible de déterminer les COP des systèmes à détente directe conformément aux spécifications de la norme NBN EN 15879-1 ou pr EN 15879-2 en vigueur lors de la réalisation du test, en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal ou vertical)	Eau	4 °C	45 °C	3.5
Gaz	4 °C	45 °C	3.5	

### 3. POMPE A CHALEUR POUR LA PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE (PAC ECS)

#### 3.a. Rejet d'énergie.

Le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte.

Le système devra permettre de prévenir le risque de légionellose et il sera muni du groupe de sécurité classique.

#### 3.b. Performances minimales.

Pour les pompes à chaleur air dynamique/eau le fonctionnement de la pompe à chaleur doit être garanti pour une température de l'air extérieur jusqu'à 2 °C.

Pour être éligible à la prime, la pompe à chaleur pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire doit respecter un coefficient de performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre et de la norme en vigueur lors de la réalisation du test.

#### 3.b.a. Coefficient de performance établi suivant la norme NBN EN 255-3.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP minimaux à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	2.6
Eau profonde ou eau de surface	Eau	10 °C (*)	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3.5

(\*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP minimaux à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude	COP Minimal
Air extérieur statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal ou vertical)	Eau	- 5 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3
Gaz	- 5 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3	

#### 3.b.b. Coefficient de performance établi suivant la norme NBN EN 16147

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 16147 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP des pompes à chaleur "Air extérieur statique" sont déterminés selon la méthodologie proposée par la norme NBN EN 16147.

Les COP minimaux à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	T° source froide (°C)	T° d'eau chaude (°C) <sup>e</sup>	COP Minimal (/)
Air extérieur dynamique	7 <sup>a</sup>	≥ à 52	2,6
Air extérieur statique	7 <sup>a</sup>	≥ à 52	2,6
Eau	10 <sup>b</sup>	≥ à 52	2,9
Eau glycolée	0 <sup>c</sup>	≥ à 52	2,9
Détente directe	4 <sup>d</sup>	≥ à 52	2,9
<sup>a</sup> Température de l'air extérieur. Température sèche de 7 °C et température humide de 6 °C.			
<sup>b</sup> Température de l'eau à l'entrée de l'évaporateur.			
<sup>c</sup> Température de l'eau glycolée à l'entrée de l'évaporateur.			
<sup>d</sup> Température moyenne du bain d'eau glycolée.			
<sup>e</sup> Température d'eau chaude de référence ('WH) déterminée sur la base du point 6.6 de la norme NBN EN 16147.			

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 30 avril 2015 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergies et la rénovation des logements.

Namur, le 30 avril 2015.

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,  
P. FURLAN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202616]

### 30. APRIL 2015 — Ministerialerlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2015 zur Einführung einer Prämienregelung für Privatpersonen, die Energieeinsparungen sowie die Renovierung von Wohnungen fördert

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, insbesondere der Artikel 16, 1<sup>o</sup>, 22<sup>ter</sup>, 23, 24, 25, 26 und 28;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2015 zur Einführung einer Prämienregelung für Privatpersonen, die Energieeinsparungen sowie die Renovierung von Wohnungen fördert, insbesondere der Artikel 7 und 13;

Aufgrund des am 27. April 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 57.360/4;

Aufgrund des Artikels 8 der Richtlinie 98/34/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 "über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft";

Aufgrund des am 30. März 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben keine Auswirkungen der Maßnahme vorhanden sind,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Allgemeines

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses ist unter "Erlass" zu verstehen: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. März 2015 zur Einführung einer Prämienregelung für Privatpersonen, die Energieeinsparungen sowie die Renovierung von Wohnungen fördert.

**Art. 2** - Um prämienberechtigt zu sein, können vom Antragsteller nur die in Artikel 3 erwähnten Investitionen getätigt werden.

Mit Ausnahme der in Absatz 1 vorgesehenen Bestimmung werden alle im vorliegenden Erlass erwähnten Leistungen und Arbeiten gemäß dem Königlichen Erlass vom 29. Januar 2007 bezüglich der beruflichen Fähigkeit für die Ausübung der selbstständigen Tätigkeiten in den Berufen des Baus und der Elektrotechnik sowie des allgemeinen Unternehmens durchgeführt.

#### KAPITEL II — Beihilfen für Investitionen zur Energieeinsparung

##### Abschnitt 1 — Wärmeisolierung der Bedachung

**Art. 3** - Der Grundbetrag pro m<sup>2</sup> isolierter Fläche der Prämie für die in Artikel 6 2<sup>o</sup> des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 5 Euro.

Der Gesamtbetrag beschränkt sich auf die Isolierung einer Höchstfläche von 100 m<sup>2</sup> pro Wohnung.

**Abschnitt 2** — Wärmeisolierung der Wände, die in direktem Kontakt mit der Außenluft oder einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum stehen

**Art. 4** - § 1 - Der Grundbetrag pro m<sup>2</sup> isolierter Fläche der Prämie für die in Artikel 6 3<sup>o</sup> des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht:



- 6 Euro für die Isolierung der hohlen Wände durch Füllen des Hohlraums mit einem Dämmstoff, dessen Koeffizient R mindestens 1,5 beträgt;
- 8 Euro für die Isolierung der Wände von innen mit einem Dämmstoff, dessen Koeffizient R mindestens 2 beträgt;
- 12 Euro für die Isolierung der Wände von der Außenseite der bestehenden Wand mit einem Dämmstoff, dessen Koeffizient R mindestens 3,5 beträgt.

§ 2 - Der Gesamtbetrag beschränkt sich auf die Isolierung einer Höchstfläche von 100 m<sup>2</sup> pro Wohnung.

#### *Abschnitt 3 — Wärmeisolierung der Fußböden*

**Art. 5 - § 1** - Der Grundbetrag pro m<sup>2</sup> isolierter Fläche für die in Artikel 6, 4<sup>o</sup> des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht:

- 8 Euro für die Isolierung durch einen Unternehmer von der Oberseite (Platte) der Struktur des Fußbodens mit einem Dämmstoff, dessen Koeffizient R mindestens 2 beträgt;
- 8 Euro für die Isolierung von unten aus (Keller) oder in der Struktur des Fußbodens mit einem Dämmstoff, dessen Koeffizient R mindestens 3,5 beträgt.

§ 2 - Der Gesamtbetrag beschränkt sich auf die Isolierung einer Höchstfläche von 100 m<sup>2</sup> pro Wohnung.

#### *Abschnitt 4 — Durchführung eines Energieaudits*

**Art. 6** - Der Grundbetrag für die in Artikel 6 1<sup>o</sup> erwähnten Investitionen entspricht 200 Euro.

Prämienberechtigt ist das Energieaudit, das gemäß dem Ministerialerlass vom 15. Juli 2013 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung durchgeführt wird.

#### *Abschnitt 5 — Einrichtung einer der Anlagen zur Heizung und/oder Brauchwarmwasserbereitung*

##### *Erdgas-Brennwertkessel (Kondensationskessel)*

**Art. 7 - § 1** - Der Grundbetrag für die in Artikel 6 5<sup>o</sup>, a) erwähnten Investitionen entspricht 200 Euro.

§ 2 - Um prämierechtigt zu sein, muss die Investition folgende Bedingungen erfüllen:

1<sup>o</sup> die Arbeiten werden von einem Unternehmer durchgeführt. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas verfügt (Label CERGA), müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

2<sup>o</sup> die Anlage muss ein Einfach- oder Doppel-Kondensationserdgaskessel mit CE-Kennzeichnung gemäß dem Königlichen Erlass vom 18. März 1997 über die Wirkungsgradanforderungen für neue Warmwasserkessel, die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen betrieben werden, oder gemäß dem Königlichen Erlass vom 11. März 1988 über die Anforderungen im Bereich der rationellen Energienutzung, die Wärmeerzeuger erfüllen müssen, oder ein Kondensationsluftheizer sein.

Diese Geräte müssen die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen und mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) oder I2E(R)).

Der Gasheizkessel für die Zentralheizung mit Warmwasser muss eine Leistung bei Teilbelastung von mindestens 107% im Verhältnis zum niedrigeren Heizwert des Erdgases aufweisen, wobei diese Leistung gemäß den durch den Königlichen Erlass vom 18. März 1997 bestimmten Bedingungen gemessen wird, nämlich bei 30 % der Nennleistung mit einer Temperatur des zurückfließenden Wassers von 30 °C.

Der Kessel muss dem Königlichen Erlass vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffdioxid (NO<sub>x</sub>) und Kohlenmonoxid (CO) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW entsprechen.

**Art. 8** - Der Antragsteller fügt seinem Antrag eine Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder eine Kopie des Protokolls der Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle beigelegt wird, bei.

##### *Biomasse-Heizkessel*

**Art. 9 - § 1** - Der Grundbetrag für die in Artikel 6 5<sup>o</sup>, d) erwähnten Investitionen entspricht 800 Euro.

§ 2 - Um prämierechtigt zu sein, muss die Anlage folgende Bedingungen erfüllen:

1<sup>o</sup> die Arbeiten werden von einem Unternehmer durchgeführt;

2<sup>o</sup> die ausschließlich automatische Beschickung entspricht den Definitionen, Anforderungen, Tests und Kennzeichnungen der Norm NBN EN 303-5; der nach dieser Norm berechnete Wirkungsgrad liegt über 85%.

§ 3 - Im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man unter:

1<sup>o</sup> Biomasse: die erneuerbaren Rohstoffe pflanzlichen Ursprungs;

2<sup>o</sup> ausschließlich automatischer Beschickung: eine Beschickungsart, mit der die in den Normen NBN EN 303-5 bestimmten Kriterien der automatischen Beschickung streng eingehalten werden.

##### *Wärmepumpe für Brauchwarmwasser Wärmepumpe für Heizung oder kombinierte Wärmepumpe*

**Art. 10** - Der Grundbetrag der Prämie für die in Artikel 6 5<sup>o</sup>, b) und c) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht:

1<sup>o</sup> 400 Euro für die durch einen Unternehmer vorgenommene Installierung einer den nachstehend erwähnten Kriterien entsprechenden Wärmepumpe zum ausschließlichen Erzeugen von Brauchwarmwasser;

2<sup>o</sup> 800 Euro für die durch einen Unternehmer vorgenommene Installierung einer Wärmepumpe als Hauptheizungssystem einer den Kriterien in Sachen Belüftung gemäß der zum Zeitpunkt der Empfangsbestätigung des letzten Antrags auf eine Städtebaugenehmigung geltenden Gesetzgebung entsprechenden Wohnung. Die Wohnung muss einen Gesamtwärmeisolationwert von höchstens K45 aufweisen.

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Wohnungen ermöglichen, sind nicht prämienberechtigt. Zudem darf in der Wohnung kein elektrisches Heizsystem installiert werden, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme.

**Art. 11** - Um prämienberechtigt zu sein, entspricht die Installierung einer Wärmepumpe den in Anhang I festgelegten Kriterien.

**Art. 12** - Der Antragsteller fügt seinem Antrag folgende Unterlagen bei:

Bei der in Punkt 1° des Artikels 10 genannten Prämie:

a) entweder den Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 [2 oder NBN EN 16147]2 oder nach den Normen [2 NBN EN 15879-1]2 oder [3 pr EN 15879-2]3 gemäß Punkt 3.b. des Anhangs 3 vorgesehenen Anforderungen genügt;

b) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, den Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 [2 oder NBN EN 16147]2, oder nach den Normen [2 NBN EN 15879-1]2 oder [3 pr EN 15879-2]3 gemäß Punkt 3.b. des Anhangs 3, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt.

Bei der in Punkt 2° des Artikels 10 genannten Prämie:

a) das Formular in Bezug auf die Berechnung des angegebenen K-Koeffizienten;

b) das Dokument, in dem alle Wände der Wärmeverlustfläche der Wohnung und die Berechnung der Koeffizienten U (oder k) beschrieben werden;

c) eine Kopie der Pläne aller Ebenen und der Schnittzeichnungen der Wohnung;

d) eine Notiz, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird;

e) entweder den Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 oder nach den Normen NBN EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 2.b. des Anhangs 3 vorgesehenen Anforderungen genügt;

f) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, den Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511, oder nach den Normen NBN EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 2.b. des Anhangs 3, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt.

#### Installierung eines Warmwasserbereiters

**Art. 13** - § 1 - Der Grundbetrag für die in Artikel 6 5°, e) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 1.500 Euro.

§ 2 - Um prämienberechtigt zu sein, muss die Anlage folgende Bedingungen erfüllen:

1° die Anlage wird von einem Installateur durchgeführt, der für die in Artikel 3 § 2 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° die Anlage enthält Sonnenkollektoren, die eine optische Fläche von mindestens zwei m<sup>2</sup> aufweisen;

3° die Kollektoren genügen den Anforderungen der anwendbaren europäischen Norm. Sie genügen den in der Norm EN-12975 vorgesehenen Tests, und zwar gemäß den Vorschriften des Gütezeichens Solar Keymark oder jedes anderen vom Minister oder seinem Beauftragten anerkannten gleichwertigen Systems;

4° die Dimensionierung der Anlage ermöglicht einen Solaranteil von mindestens 60%;

5° das System erreicht ein minimales Gesamtleistungsniveau. Dieses minimale Niveau wird durch die Einhaltung der nachstehenden Bedingungen, insbesondere in Bezug auf die Orientierung des Kollektors und auf das Zählsystem, mit dem die Anlage ausgerüstet ist, bestimmt:

a) der Kollektor ist zwischen Süden und Osten bzw. Westen ausgerichtet;

b) die Anlage enthält folgende Elemente des Zählsystems:

1. einen Durchflussmesser und zwei Thermometer, durch die eine sofortige visuelle Kontrolle des Betriebs der Anlage ermöglicht wird;

2. einen Energiezähler und die Temperaturfühler, die für einen einwandfreien Betrieb nötig sind;

3. einen Brauchwasserzähler auf dem Sanitärkreis.

**Art. 14** - § 1 - Der Antragsteller fügt seinem Antrag folgende Unterlagen bei:

1° die Abschrift eines Qualiwall-Zertifikats, das bescheinigt, dass der Installateur für die in Artikel 3 § 2 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° eine Übereinstimmungserklärung der Anlage, die von einem für die in Artikel 3 § 2 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifizierten Installateur auf der Grundlage eines Musters der Verwaltung ausgestellt worden ist;

3° eine Abschrift des Musterangebots für thermische Solaranlagen, das auf der Internet-Webseite der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht ist, die von dem Begünstigten und dem Installateur ergänzt und unterzeichnet worden ist;

§ 2 - Es wird angenommen, dass die Anlagen, die von einem Unternehmen, das durch eine von der Verwaltung anerkannte Zertifizierungsstelle mit einem Gütezeichen für die thermischen Solaranlagen versehen wurde, durchgeführt werden, die in Absatz 1 aufgeführten Bedingungen beachten. Zu diesem Zweck stellt der über das Gütezeichen

verfügende Installateur jederzeit und auf Anfrage der das Gütezeichen erteilenden Einrichtung die in Paragraph 1 genannten Dokumente für jede durchgeführte Anlage zur Verfügung.

Die Bedingungen, die jede Zertifizierungsstelle erfüllen muss, um anerkannt zu werden, sind die Folgenden:

1° dem Minister oder seinem Beauftragten die gesamten Dokumente liefern, durch die eine relevante Erfahrung im Bereich der Betriebsführung, Baustellen- und Managementkontrolle nachgewiesen werden kann;

2° dem Minister oder seinem Beauftragten die Gesamtheit der Dokumente beibringen, die die Validierung der Verfahren, der Fristen und der Tarifabellen, die im Rahmen eines Antrags auf Zertifizierung angewandt werden, sowie der Kontrollmaßnahmen zur Überprüfung der Einhaltung der Zertifizierungsbedingungen durch die zertifizierten Installateure ermöglichen;

3° ein unabhängiges und neutrales Organ sein;

4° dem Minister oder seinem Beauftragten die Akten bezüglich der bereits zertifizierten oder in einem Zertifizierungsverfahren befindenden Unternehmen jederzeit beibringen können;

5° über eine Datenbank verfügen, die den zertifizierten Installateuren zwecks der Online-Eingabe der Anlagen, die sie verwirklicht haben, zugänglich ist, und zu welcher der Minister oder sein Beauftragter ebenfalls Zugang haben wird;

6° dem Minister oder seinem Beauftragten einen Analyse- und Überwachungsbericht der Anträge und Beschwerden sowie die Namen und Anschriften der zertifizierten Unternehmen quartalsweise übermitteln.

Der Minister oder sein Beauftragter kann gegebenenfalls zusätzliche Bedingungen festlegen, denen jede Zertifizierungsstelle genügen muss.

### KAPITEL III — *Beihilfen für Investitionen zur Renovierung von Wohnungen*

#### *Abschnitt 1 — Dacharbeiten*

##### Unterabschnitt 1 — Ersetzung der Dachhaut

**Art. 15** - Der Grundbetrag pro m<sup>2</sup> ersetzter Dachfläche für die in Artikel 12 1°, a) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 8 Euro.

Der Gesamtbetrag beschränkt sich auf die Ersetzung einer Höchstfläche von 100 m<sup>2</sup> pro Wohnung.

##### Unterabschnitt 2 — Anpassung des Dachstuhls

**Art. 16** - Der Grundbetrag für die in Artikel 12 1°, b) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 500 Euro.

##### Unterabschnitt 3 — Ersetzung einer Vorrichtung zum Auffangen und Ableiten des Regenwassers

**Art. 17** - Der Grundbetrag für die in Artikel 12 1°, c) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 200 Euro.

#### *Abschnitt 2 — Trockenlegung, Standfestigkeit und gesundheitliche Zuträglichkeit der Wände und des Bodens*

##### Unterabschnitt 1 — Mauertrockenlegung

**Art. 18** - § 1 - Der Grundbetrag pro m<sup>2</sup> trockengelegter Fläche für die in Artikel 12 2°, a), i) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 8 Euro.

Der Gesamtbetrag der Prämie wird jährlich auf die Trockenlegung einer Höchstfläche von 100 m<sup>2</sup> pro Wohnung beschränkt.

§ 2 - Der Grundbetrag pro laufenden Meter des Mauersockels für die in Artikel 12 2°, a), ii) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 8 Euro.

Der Gesamtbetrag der Prämie wird jährlich auf die Trockenlegung von 50 laufenden Metern pro Wohnung beschränkt.

##### Unterabschnitt 2 — Verstärkung baufälliger Mauern oder Abbruch und völliger Neubau dieser Mauern

**Art. 19** - Der Grundbetrag pro m<sup>2</sup> für die in Artikel 12 2°, b) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 8 Euro.

Der Gesamtbetrag beschränkt sich auf eine Höchstfläche von 100 m<sup>2</sup> pro Wohnung.

##### Unterabschnitt 3 — Ersetzung der Tragstrukturen (Grundbalken, Hourdiplatten, usw.) der Gehflächen in einem oder mehreren Räumen

**Art. 20** - Der Grundbetrag pro m<sup>2</sup> für die in Artikel 12 2°, c) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 8 Euro.

Der Gesamtbetrag beschränkt sich auf eine Höchstfläche von 100 m<sup>2</sup> pro Wohnung.

Unterabschnitt 4 — Arbeiten zur Beseitigung von Hausschwamm oder jedem sonstigen Pilz mit vergleichbaren Auswirkungen durch Ersetzung oder Behandlung der befallenen Bauteile

**Art. 21** - Der Grundbetrag für die in Artikel 12 2°, d) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 500 Euro.

##### Unterabschnitt 5 — Arbeiten zur Beseitigung von Radon

**Art. 22** - Der Grundbetrag für die in Artikel 12 2°, e) des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 500 Euro.

#### *Abschnitt 3 — Anpassung der Elektroinstallation einschließlich der Ersetzung des Verteilers*

**Art. 23** - Der Grundbetrag für die in Artikel 12 3° des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 300 Euro.

Die Prämie wird durch den Erhalt einer Konformitätsbescheinigung für die Elektroinstallation durch die zu diesem Zweck zugelassene Einrichtung bedingt.

**Art. 24** - Der Antragsteller fügt seinem Antrag eine Abschrift der von der zugelassenen Einrichtung nach der Durchführung der Arbeiten ausgestellten Konformitätsbescheinigung bei.

*Abschnitt 4* — Ersetzung der Außentür- und Fensterrahmen, wenn es sich um Einfachverglasung handelt oder auf Vorlage eines gleichlautenden Gutachtens des Taxators in Bezug auf Zuträglichkeitsgründe

**Art. 25** - § 1 - Der Grundbetrag pro m<sup>2</sup> für die in Artikel 12 4° des Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 15 Euro.

§ 2 - Der Gesamtbetrag beschränkt sich auf eine Höchstfläche von 40 m<sup>2</sup> pro Wohnung.

§ 3 - Nach Abschluss der Arbeiten müssen die Außentür- und Fensterrahmen einen Wärmedurchgangskoeffizienter gesamten Fensterrahmen + Scheiben (U<sub>w</sub>) von höchstens 1,8 W/m<sup>2</sup>K einhalten. Die an den Außentür- und Fensterrahmen angebrachten Scheiben müssen einen Wärmedurchgangskoeffizienten U<sub>g</sub> von höchstens 1.1 W/m<sup>2</sup>K aufweisen, der gemäß der CE-Kennzeichnung bestimmt wird, das heißt der gemäß der Norm NBN EN 673 berechnet wird. Die Prämie wird nur dann erteilt, wenn die Norm NBN S23-002 eingehalten wird und wenn die Scheiben über eine Kennzeichnung auf dem Abstandhalter zwischen den Glasscheiben identifizierbar sind.

Namur, den 30 April 2015

P. FURLAN

## ANHANG

### 1. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

#### 1.a. Energiegewinnung.

Wenn die Betreibung dieser natürlichen Ressource der Gewährung einer Städtebau- und/oder Umweltgenehmigung unterliegt, muss der Beweis für die Annahme dieser Genehmigung(en) auf jeden Fall dem Prämienantrag beifügt werden.

##### 1.a.a. Im Wasser:

Die Gewinnung kann entweder im Oberflächenwasser (Flüsse, Weiher, Seen,...) oder in tiefen Gewässern (Grundwasservorkommen, Brunnen,...), auf "statische" oder "dynamische" Art erfolgen.

Dem Prämienantrag wird das Berechnungsblatt für das ganze System der Energieentnahme beifügt:

- Im Falle einer "dynamischen" Gewinnung (durch Pumpen) enthält dies u.a. die Dimensionierung der etwaigen zwischenliegenden Wärmetauscher, die Abflussmengen von Flüssigkeiten, die Delta-Werte der Temperatur, die Leistung der Hilfsaggregate, ...

- im Falle einer "statischen" Gewinnung (mittels eines versenkten Wärmetauschers) enthält dies u.a. die Dimensionierung des Wärmetauschers, des etwaigen künstlichen Beckens oder der natürlichen Quelle,...

##### 1.a.b. Im Boden:

Die Energiegewinnung wird man entweder mittels eines horizontal eingegrabenen Verdampfers oder mittels eines horizontal oder vertikal im Boden eingegrabenen Wärmetauschers mit Glycol-Wasser vornehmen können.

Dem Prämienantrag wird das Berechnungsblatt für das ganze System zur Entnahme von Energie beifügt:

- Im Falle der Verwendung einer Zwischenflüssigkeit wie z.B. Glykol-Wasser handelt es sich entweder um die Dimensionierung des horizontal gelegten Wärmetauschers oder um die vertikale(n) Sonde(n). In der Note müssen die Abflussmenge der sekundären Flüssigkeit und die Leistung der Hilfsaggregate stehen.

- Im Falle eines horizontalen oder vertikalen Verdampfers handelt es sich um dessen Dimensionierung.

Im Falle einer Gewinnung mittels einer vertikalen Sonde muss dem Formular für den Prämienantrag ein von der bzw. für die Bohrfirma erstellter Bericht über die geologische Analyse beifügt werden.

Im Falle einer Wärmepumpe mit vertikalen Sonden und Direktverdampfung, muss Letztere auch mit horizontalen Sonden installiert werden können.

##### 1.a.c. In der Außenluft:

Die Energie kann aus der Außenluft statisch bzw. dynamisch gewonnen werden.

Die Wärmepumpen, die die Außenluft als Energiequelle benutzen, können eventuell mit einem elektrischen Zusatz-Tauchsieder auf der Seite der Wärmeableitung ausgerüstet werden. Dieser muss unterhalb des Kondensators installiert werden.

Die Wärmepumpen für die Erzeugung von Brauchwarmwasser müssen tatsächlich unter den Temperaturverhältnissen funktionieren, die im vorliegenden Lastenheft festgelegt worden sind.

Der Verdampfer muss außerhalb des Gebäudes stehen. Im Falle einer dynamischen Gewinnung kann der Verdampfer jedoch innerhalb des Gebäudes installiert sein, wenn er mit dichten Hüllen versehen ist, um Außenluft anzusaugen und die angesaugte Luft außerhalb des Gebäudes abzuleiten.

Im Falle einer statischen Gewinnung muss die Wärmepumpe nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausgerüstet werden, aber der externe Wärmetauscher muss zwischen Osten und Westen in Richtung Süden orientiert sein, wobei für die Sonneneinstrahlung und die natürliche Luftzirkulation keine Hindernisse bestehen dürfen.

Auch in diesem Fall wird man dem Prämienantrag das Berechnungsblatt für die Dimensionierung des Systems zur Entnahme von Energie beifügen. Wird eine sekundäre Flüssigkeit verwendet, so sind die Abflussmenge und die Leistung der Hilfsaggregate anzugeben.

Die Wärmepumpe ist derart zu dimensionieren, dass sie die gesamten Wärmeverluste des Gebäudes für eine Temperatur der Außenluft deckt, die mindestens einen "Gleichgewichtspunkt" genannten Wert erreicht. Dieser Wert muss höchstens 2 °C betragen.

##### 1.b. Zusätzliche Bestimmung

Die Anlage wird mit elektrischen Zwischenzählern versehen werden, die das Messen des für die Verwendung der Wärmepumpe und der Hilfsgeräte der Anlage verbrauchten Stroms ermöglichen (d.h. Umwälzpumpen, Tauchsieder sowie im Falle von Brauchwarmwassererzeugung, Zusatzsystem).

### 2. WÄRMEPUMPEN ZUR HEIZUNG EINER WOHNUNG

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, sind nicht prämierechtigt.

#### 2.a. Ableitung von Energie

##### 2.a.a. Ableitung in die Umgebungsluft:

Die Wärmepumpen, die Wärmeenergie in die Umgebungsluft ableiten, sind nicht prämierechtigt.

## 2.a.b. Ableitung mittels einer Wärmeträgerflüssigkeit oder des Wassers:

Die Räumlichkeiten können auf keinen Fall mittels Heizkörper oder Konvektoren geheizt werden. Nur die Boden- bzw. Wandheizung und die Benutzung von Niedertemperatur-Warmwasser-Fan-Coil-Geräten für die Räume, die keine Wohnräume sind, sind erlaubt.

Die Heizung eines Wohnraums ausschließlich durch ein nur strombetriebenes Wärmeerzeugungsgerät wird ausschließlich in den Badezimmern und Duschräumen genehmigt.

## 2.b. Mindestleistungen.

Um prämierechtigt zu sein, muss die zum Heizen der Wohnung verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten genügen, der je nach der eingesetzten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T°: 2 °C feuchte T°: 1 °C	35 °C	3.1
Grund- oder Oberflächenwasser	Wasser	10 °C (*)	35 °C	5.1
Wärmetauscher mit Glycol-Wasser (waagrecht oder senkrecht)	Wasser	0 °C (*)	35 °C	4.3

(\*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN 14511 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2 °C feuchte T°: 1 °C	35 °C	3.1

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Wärmetauscher mit Gas (waagrecht oder senkrecht)	Wasser	- 5 °C	35 °C	4
Gas	- 5 °C	35 °C	4	

Jedoch ist es auch möglich, die Leistungskoeffizienten der Direktsysteme gemäß den Bestimmungen der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm pr EN 15879-1 oder pr EN 15879-2 zu bestimmen, unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades bei der Verdampfung	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Wärmetauscher mit Gas (waagrecht oder senkrecht)	Wasser	4 °C	35 °C	4.3
Gas	4 °C	35 °C	4.3	

## 2.c. Kombinierte Verwendung für das Brauchwarmwasser

Wenn die Wärmepumpe ebenfalls zum Heizen des Brauchwarmwassers benutzt wird, wird die Prämie erhöht, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Wärmepumpe hält die oben zum Heizen der Wohnung bestimmten Mindestkriterien ein;

2° der Warmwasserspeicher hat eine Mindestkapazität von 150 Liter. Er wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen;

3° das System wird die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit ermöglichen und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen sein;

4° für die Wärmepumpen dynamische Luft/Wasser muss das Funktionieren der Wärmepumpe für eine Temperatur der Außenluft bis 2 °C garantiert sein;

° 5° die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T°: 2 °C feuchte T°: 1 °C	45 °C	2.6
Grund- oder Oberflächenwasser	Wasser	10 °C (*)	45 °C	4.2
Wärmetauscher mit Glycol-Wasser (waagrecht oder senkrecht)	Wasser	0 °C (*)	45 °C	3.5

(\*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

6° die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2 °C feuchte T°: 1 °C	45 °C	2.6

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Wärmetauscher mit Gas (waagrecht oder senkrecht)	Wasser	- 5 °C	45 °C	3
Gas	- 5 °C	45 °C	3	

Jedoch ist es auch möglich, die Leistungskoeffizienten der Direktsysteme gemäß den Bestimmungen der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm pr EN 15879-1 oder pr EN 15879-2 zu bestimmen, unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades bei der Verdampfung	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Wärmetauscher mit Gas (waagrecht oder senkrecht)	Wasser	4 °C	45 °C	3.5
Gas	4 °C	45 °C	3.5	

### 3. WÄRMEPUMPE FÜR DIE BRAUCHWASSERBEREITUNG (WP/BWB)

#### 3.a. Ableitung von Energie.

Der Warmwasserspeicher hat eine Mindestkapazität von 150 Liter. Der Wasserspeicher wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen.

Das System wird die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit ermöglichen und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen sein.

#### 3.b. Mindestleistungen.

Für die Wärmepumpen dynamische Luft/Wasser muss das Funktionieren der Wärmepumpe für eine Temperatur der Außenluft bis 2 °C garantiert sein.

Um prämienberechtigt zu sein, muss die zum Heizen des Brauchwarmwassers verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten genügen, der je nach der eingesetzten Technologie und der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm variiert.

#### 3.b.a. Gemäß der Norm NBN EN 255-3 festgelegter Leistungskoeffizient.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Mindestleistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T°: 2 °C feuchte T°: 1 °C	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	2.6
Grund- oder Oberflächenwasser	Wasser	10 °C (*)	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	4.2
Wärmetauscher mit Glycol-Wasser (waagrecht oder senkrecht)	Wasser	0 °C (*)	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	3.5

(\*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN 255-3 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Mindestleistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2 °C feuchte T°: 1 °C	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	2,6
Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Wärmetauscher mit Gas (waagrecht oder senkrecht)	Wasser	- 5 °C	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	3
Gas	- 5 °C	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	3	

3.b.b. Gemäß der Norm NBN EN 16147 festgelegter Leistungskoeffizient

°° Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 16147 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die Leistungskoeffizienten der Wärmepumpen "Statische Außenluft" werden gemäß der in der Norm NBN EN 16147 vorgeschlagenen Methodologie bestimmt.

Die durch diese Systeme zu erreichenden Mindestleistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	T° kalte Quelle (°C)	T° des warmen Wassers (°C)	Mindestleistungskoeffizient (/)
Außenluft dynamisch	7 <sup>a</sup>	≥ 52	2,6
Statische Außenluft	7 <sup>a</sup>	≥ 52	2,6
Wasser	10 <sup>b</sup>	≥ 52	2,9
Glycol-Wasser	0 <sup>c</sup>	≥ 52	2,9
Direktverdampfung	4 <sup>d</sup>	≥ 52	2,9

<sup>a</sup> Temperatur der Außenluft. Trockentemperatur von 7 °C und Feuchttemperatur von 6 °C.

<sup>b</sup> Temperatur des Wassers am Eingang des Verdampfers.

<sup>c</sup> Temperatur des Glycol-Wassers am Eingang des Verdampfers.

<sup>d</sup> durchschnittliche Temperatur des Glykolwasserbades.

<sup>e</sup> Warmwasser-Bezugstemperatur (°WH), festgelegt auf der Grundlage von Pos. 6.6 der Norm NBN EN 16147.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 30. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2015 zur Einführung einer Prämienregelung für Privatpersonen, die Energieeinsparungen sowie die Renovierung von Wohnungen fördert, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 30. April 2015

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie  
P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202616]

**30 APRIL 2015. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premieregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen**

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

Gelet op het Waalse wetboek van huisvesting en duurzaam wonen, artikelen 16, 1° tot 22<sup>ter</sup>, 23, 24, 25, 26 en 28;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premieregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen, inzonderheid op de artikelen 7 en 13;

Gelet op het advies 57.360/4 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op artikel 8 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en van de regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 maart 2015;

Overwegende dat de maatregel geen weerslag heeft ten opzichte van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "besluit" verstaan : het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premieregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen.

**Art. 2.** Om in aanmerking te komen mogen alleen de in artikel 3 bedoelde investeringen door de aanvrager verricht worden.

Behoudens bepaling voorzien in lid 1, worden alle in dit besluit bedoelde prestaties en werken verricht overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming.

#### HOOFDSTUK II. — *Steun voor energiebesparende investeringen*

##### *Afdeling 1. — Thermische isolatie van het dak*

**Art. 3.** Het basisbedrag van de premie voor de investeringen bedoeld in artikel 6, 2°, van het besluit is gelijk aan 5 euro per m<sup>2</sup> geïsoleerde oppervlakte.

Het globale bedrag wordt beperkt tot de isolatie van maximum 100 m<sup>2</sup> oppervlakte per woning.

##### *Afdeling 2. — Thermische isolatie van de muren in contact met de buitenomgeving of met een niet verwarmde of niet tegen vorst beschutte ruimte*

**Art. 4. § 1.** Per m<sup>2</sup> geïsoleerde oppervlakte is het basisbedrag van de premie voor de investeringen bedoeld in artikel 6, 3°, van het besluit gelijk aan :

- 6 euro voor de isolatie van holle muren door het opvullen van de spouw d.m.v. isolatiemateriaal waarvan de coëfficiënt R gelijk is aan 1.5 of meer;
- 8 euro voor de isolatie van de muren langs de binnenkant d.m.v. isolatiemateriaal waarvan de coëfficiënt R gelijk is aan 2 of meer;
- 12 euro voor de isolatie van de muren langs de buitenkant van de bestaande wand d.m.v. isolatiemateriaal waarvan de coëfficiënt R gelijk is aan 3,5 of meer.

§ 2. Het globale bedrag wordt beperkt tot de isolatie van maximum 100 m<sup>2</sup> oppervlakte per woning.

##### *Afdeling 3. — Thermische isolatie van de vloeren*

**Art. 5. § 1.** Het basisbedrag per m<sup>2</sup> geïsoleerde oppervlakte voor de investeringen bedoeld in artikel 6, 4°, van het besluit is gelijk aan :

- 8 euro voor de isolatie, door een aannemer, langs boven (vloersteen) van de structuur van de vloer d.m.v. isolatiemateriaal waarvan de coëfficiënt R gelijk is aan 2 of meer;
- 8 euro voor de isolatie langs beneden (kelder) of in de structuur van de vloer d.m.v. isolatiemateriaal waarvan de coëfficiënt R gelijk is aan 3.5 of meer.

§ 2. Het globale bedrag wordt beperkt tot de isolatie van maximum 100 m<sup>2</sup> oppervlakte per woning.

##### *Afdeling 4. — Uitvoering van een energie-audit*

**Art. 6.** Het basisbedrag voor de investeringen bedoeld in artikel 6, 1°, is gelijk aan 200 euro.

De energie-audit die overeenkomstig het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning uitgevoerd wordt, komt in aanmerking.

##### *Afdeling 5. — Installatie van één van de verwarmings- en/of sanitair warmwatersystemen*

###### *Aardgascondensatieketel*

**Art. 7. § 1.** Het basisbedrag voor de investeringen bedoeld in artikel 6, 5°, a), is gelijk aan 200 euro.

§ 2. Om in aanmerking te komen voldoet de investering aan de volgende voorwaarden :

1° de werken worden door een aannemer uitgevoerd. Voor zover de aannemer niet over de vergunning aardgas (label CERGA) beschikt, moeten de installaties opgeleverd worden door een orgaan dat geaccrediteerd is om controle te voeren op de aardgasbinneninstallaties;

2° de installatie is een aardgasketel, eenvoudige of dubbele dienst, met condensor gelabeld EG, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale verwarmingsketels, of het koninklijk besluit van 11 maart 1988 betreffende de vereisten inzake rationeel energieverbruik waaraan de verwarmingstoestellen moeten voldoen.

Die toestellen zijn voorzien van de markering EG België en werken op aardgas, categorie I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) of I2E(R).

De gasketel voor centrale verwarming/warmwater heeft een minimaal rendement/deellast van 107 % t.o.v. het lagere calorisch vermogen van aardgas, waarbij dat rendement gemeten wordt overeenkomstig de voorwaarden omschreven in het koninklijk besluit van 18 maart 1997, namelijk 30 % van het nominaal vermogen bij een retourwatertemperatuur van 30 °C.

De ketel is conform het koninklijk besluit van 17 juli 2009 tot regeling van de stikstofoxides (NOx) en koolmonoxide (CO)-emissieniveaus voor de olie- en gasgestookte centrale verwarmingsketels en branders, met een nominaal thermisch vermogen gelijk aan of lager dan 400 kW.



**Art. 8.** De aanvrager voegt bij zijn aanvraag een afschrift van het door de bevoegde installateur opgemaakte attest van conformiteit van de installatie, vergezeld van, hetzij een afschrift van zijn bevoegdheidscertificaat, hetzij een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door het controle-orgaan dat geaccrediteerd is om controle te voeren op aardgasinstallaties.

#### Biomassaketel

**Art. 9.** § 1. Het basisbedrag van de premie voor de investeringen bedoeld in artikel 6, 5°, *d*), is gelijk aan 800 euro.

§ 2. Om in aanmerking te komen voldoet de installatie aan de volgende voorwaarden :

1° de werken worden door een aannemer uitgevoerd;

2° het stoken, uitsluitend automatisch, voldoet aan de definities, eisen, beproevingen en merken van de norm NBN EN 303-5 en het rendement, berekend volgens die norm, is hoger dan 85 %.

§ 3. In de zin van dit artikel wordt verstaan onder :

1° biomassa : hernieuwbare grondstoffen van plantaardige herkomst;

2° uitsluitend automatisch stoken : wijze van stoken die strikt voldoet aan de automatische stookcriteria omschreven in de normen NBN EN 303-5.

#### Warmtepomp voor sanitair warmwater - Warmtepomp verwarming of gecombineerd

**Art. 10.** Het basisbedrag van de premie voor de investeringen bedoeld in artikel 6, 5°, *b*) en *c*), van het besluit is gelijk aan :

1° 400 euro voor de installatie, door een aannemer, van een warmtepomp die aan bovenbedoelde criteria voldoet, voor de exclusieve productie van sanitair warmwater;

2° 800 euro voor de installatie, door een aannemer, van een warmtepomp als hoofdverwarming van een woning die voldoet aan de ventilatiecriteria overeenkomstig de wetgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de laatste aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning. Het niveau van de globale thermische isolatie *K* van de woning is gelijk aan 45 of minder.

De reversibele warmtepompen voor de koeling van de woningen komen niet in aanmerking voor het voordeel van de premie. Daarenboven mag de woning niet uitgerust worden met een elektrisch verwarmingssysteem, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches.

**Art. 11.** Om in aanmerking te komen voldoet de installatie van een warmtepomp aan de criteria omschreven in bijlage I.

**Art. 12.** De aanvrager voegt bij zijn aanvraag :

Wat betreft de premie bedoeld onder 1° van artikel 10 :

*a*) hetzij het rapport van de test uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen die vastliggen in de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van beproevingen op warmtepompen volgens de norm NBN EN 255-3 [2 of NBN EN 16147]2 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen [2 NBN EN 15879-1]2 of [3 pr EN 15879-2]3, overeenkomstig punt 3.b. van bijlage 3;

*b*) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de producent gevestigd is, het rapport van de test, volgens de norm NBN EN 255-3 [2 of NBN EN 16147]2 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen [2 NBN EN 15879-1]2 of [3 pr EN 15879-2]3, overeenkomstig punt 3.b. van bijlage 3, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen die vastliggen in de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van beproevingen op andere toepassingen.]1

Wat betreft de premies bedoeld onder 2° van artikel 10 :

*a*) het formulier voor de berekening van de vermelde coëfficiënt *K*;

*b*) een document met de omschrijving van alle wanden van het warmteverliesoppervlak in de woning en de berekening van de coëfficiënten *U* (of *k*);

*c*) een afschrift van de plannen van alle niveaus en van de verdelingen van de woning;

*d*) een nota met een beschrijving van het systeem van de geïnstalleerde ventilatie;

*e*) hetzij het rapport van de test uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen die vastliggen in de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van beproevingen op warmtepompen volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen NBN EN 15879-1 of pr EN 15897-2, overeenkomstig punt 2.b. van bijlage 3;

*f*) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de producent gevestigd is, het rapport van de test, volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen NBN EN 15879-1 of pr EN 15897-2, overeenkomstig punt 2.b. van bijlage 3, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen die vastliggen in de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van beproevingen op andere toepassingen.

#### Installatie van een zonneboiler

**Art. 13.** § 1. Het basisbedrag van de premie voor de investeringen bedoeld in artikel 6, 5°, *e*), is gelijk aan 1.500 euro.

§ 2. Om in aanmerking te komen voldoet de installatie aan de volgende voorwaarden :

1° de installatie wordt geplaatst door een aannemer die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° de installatie beschikt over zonnecollectoren met een optische oppervlakte van minimum twee m<sup>2</sup>;

3° de collectoren voldoen aan de eisen van de toepasselijke Europese norm. Ze voldoen aan de test voorzien in de norm EN-12975, volgens de voorschriften van de label Solar Keymark of van elk ander gelijkwaardig systeem erkend door de Minister of diens afgevaardigde;

4° de afmetingen van de installatie staan een zonnefractie van minimum 60 % toe;

5° het systeem haalt een minimaal niveau van globale prestatie. Dat minimale niveau is afhankelijk van de naleving van de volgende voorwaarden betreffende, ondermeer, de oriëntatie van de collector en het meetsysteem waarmee de installatie uitgerust is :

- a) de collector is georiënteerd van het zuiden naar het oosten of het westen;
- b) de installatie beschikt over de volgende meetelementen :

1. een debietmeter en twee thermometers waarmee een vluchtige visuele controle op de werking van de installatie gevoerd kan worden;
2. een energiemeter en de temperatuursondes die nodig zijn voor de goede werking ervan;
3. een sanitair watermeter op het sanitaire circuit.

**Art. 14.** § 1. De aanvrager voegt bij zijn aanvraag :

1° een afschrift van het Qualiwall certificaat waaruit blijkt dat de installateur gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° een verklaring van conformiteit van de installatie opgemaakt door een installateur die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren, op basis van een type-model van de administratie;

3° een afschrift van het type-aanbod van thermische zonneboilers bekendgemaakt op de internetsite van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst, ingevuld en getekend door de begunstigde en de installateur.

§ 2. De installaties uitgevoerd door een onderneming die voor thermische zonne-systemen gelabeld is door een door de administratie erkend labelend orgaan worden geacht te voldoen aan de voorwaarden vermeld in paragraaf 1. Daartoe verschaft de gelabelde installateur voor elke uitgevoerde installatie elk ogenblik en op verzoek de documenten bedoeld in het eerste lid aan het labelend orgaan.

Om erkend te worden moet elk labelend orgaan de volgende voorwaarden vervullen :

1° aan de Minister of aan zijn afgevaardigde het geheel van de documenten overleggen waarmee het bewijs van een relevante ervaring in de domeinen beheerscontrole, werf, management geleverd kan worden;

2° aan de Minister of aan zijn afgevaardigde het geheel van de documenten overleggen ter validering van de procedures, de termijnen en de tarifiering die toegepast zullen worden in het kader van een labeliseringsaanvraag alsook van de controlemaatregelen waarmee nagegaan kan worden of de gelabelde installateurs de labelingsvoorwaarden naleven;

3° een onafhankelijk en neutraal orgaan zijn;

4° de dossiers betreffende de ondernemingen die gelabeld zijn of worden elk ogenblik aan de Minister of aan zijn afgevaardigde kunnen voorleggen;

5° beschikken over een gegevensbank die voor de gelabelde installateurs toegankelijk is met het oog op de codering in lijn van de installaties die ze uitgevoerd hebben en die ook toegankelijk zal zijn voor de Minister of zijn afgevaardigde;

6° om de drie maanden een rapport van de analyse en de opvolging van de klachtenaanvragen alsook de gegevens van de gelabelde ondernemingen aan de Minister of zijn afgevaardigde overleggen.

De Minister of zijn afgevaardigde kan desgevallend de bijkomende voorwaarden bepalen waaraan elk labelend orgaan moet voldoen.

### HOOFDSTUK III. — *Steun voor investeringen in het kader van de renovatie van woningen*

#### *Afdeling 1. — Dakwerken*

##### Onderafdeling 1. — Vervanging van de dakbedekking

**Art. 15.** Het basisbedrag per m<sup>2</sup> vervangen dakoppervlakte voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 1°, a), van het besluit is gelijk aan 8 euro.

Het globale bedrag wordt beperkt tot de vervanging van maximum 100 m<sup>2</sup> oppervlakte per woning.

##### Onderafdeling 2. — Aanpassing van het dakgeraamte

**Art. 16.** Het basisbedrag voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 1°, b), van het besluit is gelijk aan 500 euro.

##### Onderafdeling 3. — Vervanging van een voorziening voor de opvang en de afvoer van regenwater

**Art. 17.** Het basisbedrag voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 1°, c), van het besluit is gelijk aan 200 euro.

#### *Afdeling 2. — Droogmaking, stabilisatie en sanering van de muren en de bodem*

##### Onderafdeling 1. — Droogmaking van de muren

**Art. 18.** § 1. Het basisbedrag per m<sup>2</sup> drooggemaakte oppervlakte voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 2°, a), van het besluit is gelijk aan 8 euro.

Het globale premiebedrag wordt per jaar beperkt tot de droogmaking van maximum 100 m<sup>2</sup> oppervlakte per woning.

§ 2. Het basisbedrag per strekkende meter muurvoet voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 2°, a), ii, van het besluit is gelijk aan 8 euro.

Het globale premiebedrag wordt per jaar beperkt tot de droogmaking van 50 strekkende meters per woning.

##### Onderafdeling 2. — Versterking van onstabiele muren of sloping en volledige heropbouw van die muren

**Art. 19.** Het basisbedrag per m<sup>2</sup> oppervlakte voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 2°, b), van het besluit is gelijk aan 8 euro.

Het globale bedrag wordt beperkt tot maximum 100 m<sup>2</sup> oppervlakte per woning.

Onderafdeling 3. — Vervanging van de dragers (balklagen, holle vloerplaten, enz...)  
van de doorloopruimtes in één of meer lokalen

**Art. 20.** Het basisbedrag per m<sup>2</sup> voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 2<sup>o</sup>, c), van het besluit is gelijk aan 8 euro.

Het globale bedrag wordt beperkt tot maximum 100 m<sup>2</sup> oppervlakte per woning.

Onderafdeling 4. — Werken ter verwijdering van de huiszwam of van elke schimmel met soortgelijke gevolgen, door vervanging of behandelingen van de aangetaste onroerende bestanddelen

**Art. 21.** Het basisbedrag voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 2<sup>o</sup>, d), van het besluit is gelijk aan 500 euro.

Onderafdeling 5. — Werken van aard om de radon te verwijderen

**Art. 22.** Het basisbedrag voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 2<sup>o</sup>, e), van het besluit is gelijk aan 500 euro.

*Afdeling 3.* — Aanpassing van de elektrische installatie, inclusief de vervanging van de elektriciteitskast

**Art. 23.** Het basisbedrag voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 3<sup>o</sup>, van het besluit is gelijk aan 300 euro.

De premie wordt toegekend op voorwaarde dat een conformiteitscertificaat voor de elektrische installatie wordt afgegeven door het daartoe erkende orgaan.

**Art. 24.** De aanvrager voegt bij zijn aanvraag een afschrift van het conformiteitscertificaat dat na de uitvoering van de werken door het erkende orgaan wordt afgegeven.

*Afdeling 4.* — Vervanging van het buitenschrijnwerk als het om enkel glaswerk gaat of mits eensluitend advies van de schatter i.v.m. gezondheidsmotieven

**Art. 25.** § 1. Het basisbedrag per m<sup>2</sup> voor de investeringen bedoeld in artikel 12, 4<sup>o</sup>, van het besluit is gelijk aan 15 euro.

§ 2. Het globale bedrag wordt beperkt tot maximum 40 m<sup>2</sup> oppervlakte per woning.

§ 3. Na afloop van de werken voldoet het buitenschrijnwerk (deuren en raamwerk) aan een warmtedoorgangscoefficiënt van 1,8 W/m<sup>2</sup>K of minder voor het geheel raamwerk + glaswerk (U<sub>w</sub>). Het glaswerk dat in het buitenschrijnwerk aangebracht wordt voldoet aan een warmtedoorgangscoefficiënt U<sub>g</sub> van 1,1 W/m<sup>2</sup>K of minder die overeenkomstig de EG-markering bepaald wordt, i.e. berekend volgens de norm NBN EN 673. De premie wordt slechts toegekend als de NBN S23-002 in acht genomen wordt en als het glaswerk identificeerbaar is via een markering op de afstandhouder tussen de glasbladen.

Namen, 30 april 2015.

P. FURLAN

---

BIJLAGE

1. ALGEMENE BEPALINGEN

1.a. Energiewinning.

Indien een stedenbouwkundige en/of milieuvergunning vereist wordt voor de exploitatie van dat natuurlijke hulpmiddel, wordt het bewijs van de aanvaarding van de vergunning(en) bij de premieaanvraag gevoegd.

1.a.a. In het water :

De winning kan verricht worden hetzij in oppervlaktewateren (rivieren, vijvers, meren,...), hetzij in diepe wateren (grondwaterlagen, putten,...), op "statische" of "dynamische" wijze.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming :

- in het geval van een "dynamische" winning (door oppompen), omvat het o.a. de dimensionering van de eventuele tussenwarmtewisselaars, de vloeistofdebieten, de temperatuurdelta's, het vermogen van de hulpmiddelen...

- in het geval van een "statische" winning (via een onder water gezette wisselaar), omvat het o.a. de dimensionering van de wisselaar, van het eventuele kunstmatig bekken of van de natuurlijke bron,...

1.a.b. In de grond :

De energiewinning kan verwezenlijkt worden hetzij met een begraven verdamper, hetzij met een warmtewisselaar met glycolwater die in de grond begraven is.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het systeem van energie-opneming :

- bij gebruik van een tussenvloeistof zoals glycolwater, gaat het hetzij om de dimensionering van de horizontaal geplaatste warmtewisselaar, hetzij om de verticale sonde(s). De nota vermeldt o.a. het secundaire vloeistofdebiet en het vermogen van de hulpmiddelen.

- in het geval van een horizontale of verticale verdamper, gaat het om de dimensionering van die verdamper.

Bij winning d.m.v. een verticale sonde gaat het premieaanvraagformulier vergezeld van een geologisch analyserapport dat door of voor de boormaatschappij is uitgevoerd.

In het geval van een warmtepomp met verticale sonde en directe koeling moet laatstgenoemde met horizontale sondes kunnen worden geplaatst.

1.a.c. In de buitenlucht :

In de lucht kan de energiewinning op statische of dynamische wijze verwezenlijkt worden.

De warmtepompen die de buitenlucht als energiebron gebruiken kunnen eventueel van een extra elektrische pompelaar voorzien worden daar waar warmte geloosd wordt. De pompelaar wordt onder de condensator geplaatst.

De warmtepompen voor de productie van warm sanitair water moeten daadwerkelijk functioneren onder de temperatuurvoorwaarden die in dit bestek worden bepaald.

De verdamper moet zich buiten het gebouw bevinden. In het geval van een dynamische winning kan de verdamper echter binnen het gebouw geplaatst worden als hij voorzien is van hermetische omhulsels voor de aanzuiging van de buitenlucht en de afvoer van de aangezogen lucht naar de buitenkant van het gebouw.

In het geval van een statische winning wordt de warmtepomp niet uitgerust met een ontdooiingssysteem, maar wordt de buitenwisselaar zonder belemmering van het zonlicht en de natuurlijke luchtstroom gericht tussen het oosten en het westen en via het zuiden.

Ook in dit geval gaat de premieaanvraag vergezeld van de berekeningsnota betreffende de dimensionering van het gezamenlijke systeem van energie-opneming. Bij gebruik van een secundaire vloeistof worden het debiet en het vermogen van de hulpmiddelen nader bepaald.

De warmtepomp moet zodanig gedimensioneerd worden dat ze de totaliteit van het warmteverlies van het gebouw dekt voor een temperatuur van de buitenlucht hoger dan of gelijk aan een waarde genoemd evenwichtspunt. Die waarde moet maximum 2 °C bedragen.

1.b. Aanvullende bepaling.

De installatie wordt uitgerust met bijkomende elektrische meters voor de meting van het verbruik i.v.m. het gebruik van de warmtepomp en van de hulpmiddelen van de installatie (namelijk de circulatiepompen, de pompelaars, alsmede voor de productie van sanitair warm water, de extravoorziening).

## 2. WARMTEPOMPEN VOOR DE VERWARMING VAN EEN WONING

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van het gebouw komen niet in aanmerking voor de premie.

2.a. Energielozing.

2.a.a. Lozing in de omgevingslucht :

De warmtepompen die de thermische energie in de lucht lozen, komen niet in aanmerking voor de premie.

2.a.b. Lozing d.m.v. een warmtegenererende vloeistof of water :

Lokalen mogen in geen geval d.m.v. radiatoren of convectoren verwarmd worden. Alleen een laag temperatuurvloer- of muurverwarmingssysteem en laag temperatuur ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen.

De verwarming van een woonkamer uitsluitend door middel van een systeem dat slechts met elektriciteit functioneert, wordt alleen in de badkamers en douches toegelaten.

2.b. Minimale prestaties.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van de woning aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1
Diepwater of oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	35 °C	5.1
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	35 °C	4.3

(\*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1

  

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (horizontaal of verticaal)	Water	- 5 °C	35 °C	4
Gas	- 5 °C	35 °C	4	

De COP van de systemen met directe koeling kunnen echter bepaald worden overeenkomstig de bepalingen van de norm NBN EN 15879-1 of pr EN 15879-2 die bij de uitvoering van de test vigerend is, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (horizontaal of verticaal)	Water	4 °C	35 °C	4.3
Gas	4 °C	35 °C	4.3	

### 2.c. Gecombineerd gebruik voor het sanitair warm water

Als de warmtepomp ook voor de verwarming van het sanitair warm water wordt gebruikt, wordt de premie verhoogd indien de volgende voorwaarden vervuld worden :

1° De warmtepomp leeft de minimale criteria die hierboven voor de verwarming van de woning worden bepaald, na;

2° De warmteopslagballon beschikt over een minimale opslagcapaciteit van 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben;

3° Het systeem moet het risico voor salmonella voorkomen en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep;

4° Voor de warmtepompen dynamische lucht/water moet de werking van de warmtepomp gewaarborgd worden voor een temperatuur van de buitenlucht tot 2 °C;

5° De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	45 °C	4.2
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	45 °C	3.5

(\*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenswisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

6° De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (horizontaal of verticaal)	Water	- 5 °C	45 °C	3
Gas	- 5 °C	45 °C	3	

De COP van de systemen met directe koeling kunnen echter bepaald worden overeenkomstig de bepalingen van de norm NBN EN 15879-1 of pr EN 15879-2 die bij de uitvoering van de test vigerend is, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (horizontaal of verticaal)	Water	4 °C	45 °C	3.5
Gas	4 °C	45 °C	3.5	

## 3. WARMTEPOMP VOOR DE PRODUCTIE VAN SANITAIR WARM WATER (PAC ECS)

### 3.a. Energielozing.

De warmteopslagballon beschikt over een minimale opslagcapaciteit van 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben.

Het systeem moet het risico voor salmonella voorkomen en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

## 3.b. Minimale prestaties.

Voor de warmtepompen dynamische lucht/water moet de werking van de warmtepomp gewaarborgd worden voor een temperatuur van de buitenlucht tot 2 °C.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van sanitair warm water aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie en de norm die van kracht is bij de uitvoering van de test.

## 3.b.a. De prestatiecoëfficiënt wordt bepaald volgens de norm NBN EN 255-3.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen minimale COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	2.6
Diepwater of oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	4.2
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3.5

(\*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenswisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen minimale COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	2.6

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron	Minimale COP
Gaswisselaar (horizontaal of verticaal)	Water	- 5 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3
Gas	- 5 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3	

## 3.b.b. De prestatiecoëfficiënt wordt bepaald volgens de norm NBN EN 16147

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 16147 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De COP van de warmtepompen "Statische buitenlucht" worden bepaald volgens de methodologie voorgedragen door de norm NBN EN 16147.

De door deze systemen te halen minimale COP zijn :

Winningsbron	T° warme bron (°C)	T° warm water (°C) <sup>e</sup>	Minimale COP (/)
Dynamische buitenlucht	7 <sup>a</sup>	≥ hoger dan en gelijk aan 52	2,6
Statische buitenlucht	7 <sup>a</sup>	≥ hoger dan en gelijk aan 52	2,6
Water	10 <sup>b</sup>	≥ hoger dan en gelijk aan 52	2,9
Glycolwater	0 <sup>c</sup>	≥ hoger dan en gelijk aan 52	2,9
Directe koeling	4 <sup>d</sup>	≥ hoger dan en gelijk aan 52	2,9

<sup>a</sup> Temperatuur van de buitenlucht. Droge temperatuur 7 °C en vochtige temperatuur 6 °C.

<sup>b</sup> Temperatuur van het water bij ingang verdamper.

<sup>c</sup> Temperatuur van het glycolwater bij ingang verdamper.

<sup>d</sup> Temperatuur (gemiddeld) van glycolwaterbad.

<sup>e</sup> Temperatuur van referentiewarmwater (phi'WH) berekend met punt 6.6 van NBN-norm EN 16147.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 30 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premieregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen.

Namen, 30 april 2015.

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN